

LETTRES PATENTES

DU ROI

PORTANT ratification & confirmation de l'Arrée du Confirma Etat du Ro; du 2 Août 1748, qui maintient le Sieur LOUIS ARNOUIT, Marchand Droguisse, rue Quincampoix à Paris, dans le droit de composer, vendre & débiter seul le Raméde Anti-apoplessique & spécifique contre l'Apoplexie.

Du premier Mars mil sept cent soixante-douze.

Registrées en Parlement le vingt-huit Août mil sept cent soixante-douze,



OUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A nos amés & féaux Confeil lers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, & à tous

autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra: Salut. Par Arrêt de notre Conseil d'Etat du deux Août mil sept cent quarante huit, Nous avons pour les causes contenues en icelui, gardé & maintenu notre amé Louis Arnoult, Epicier-Grossier, Droguiste à Paris, dans la possession où il étoit alors de puis près de cinquante ans, par lui & par le seu sieur Arnoult son pere, de composer, vendre & débiter seul le remede anti-apoplectique & spécisique contre l'apoplexie, connu sous le nom de Sachet d'Arnoult; & bien informé de la vertu de ce Spécisique, & voulant de plus en plus en favoriser la distribution

Registrées, ce confentant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur

Jorme & teneur , & jouir par l'Impétrant de l'effet & contenu en icelles , fuivaire l'Arrêt de ce jour. A Paris , en Parlement, le vinge-huit Août mit sept cent soixantedoure.

Signé VANDIVE.

A V I S.

E Sieur ARNOULT, seul possesseur du Sachet préservatif contre toute espece d'apoplexie, dont la vertu se confirme tous les jours par de nouveaux fuccès, certifiés par les plus grands Médecins de l'Europe, avertit le Public qu'inutilement l'on a fait des recherches pour constater un seul accident d'apoplexie arrivé, dans l'espace de plus de soixantedouze ans, à une seule personne munie de ce préservatif; (vérité dont le silence de ses adversaires est la meilleure preuve). Il prévient en même-temps qu'un succès si constant a engagé nombre de gens, tant à Paris qu'en Province, à le contre-faire; que l'avidité du gain leur fait donner à bas prix ces faux Sachets imités à l'extérieur, sans se mettre en peine de la vie des Citoyens qu'ils sacrifient à un sordide intérêt; que les personnes de Province qui donnent la commission d'acheter pour leur usage le vrai Remede du sieur Arnoult, sont en conséquence souvent trompées, parce que leurs Commissionnaires courent au bon marché; qu'il est arrivé, par cet abus, plufieurs accidens d'apoplexie à ceux qui portoient ces Sachets supposés, & vendus, quoique contrefaits, comme étant sortis de chez le sieur Arnoult; que

4

pour obvier à un abus aussi préjudiciable, le Roi, sur le rapport de M. Chicoyneau, son premier Médecin, a, par un Arrêt de son Conseil d'Etat, désendu à toutes personnes, de quelque état & qualité qu'elles fussent, de contrefaire, vendre ni débiter ledit Remede, à peine de 1000 liv. d'amende, & a maintenu le fieur Arnoult dans le droit de le vendre & de le débiter seul; que par un second Arrêt du Conseil, rendu sur le rapport de M. de Senac, Conseiller d'Etat, & premier Médecin du Roi, Sa Majesté a, depuis, confirmé le précédent; & qu'elle vient en dernier lieu de donner le Sceau à l'un & à l'autre par les Lettres Patentes, dont le motif est que, bien informé de la vertu de ce Spécifique, elle veut de plus en plus en favoriser la distribution pour l'avantage & la conservation de ses Sujets. Pour plus de fûreté encore, & pour mieux remplir les intentions de Sa Majesté, le sieur Arnoult déclare qu'il ne commet personne, ni à Paris ni en Province, pour la distribution de son Remede; que chacun de ses Sachets anti-apoplectiques, sera muni d'un imprimé signé & paraphé de sa main, avec la date du jour où il aura été délivré chez lui; & que sans cette signature manuscrite, on ne doit ajouter aucune foi aux Sachets qui seroient présentés comme étant ceux du Sr Arnoult, rue Quincampoix, à Paris.



A PARIS, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement, rue Mignon, S. André-des-Arcs, 1772.